	<b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b>
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

***En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale***

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

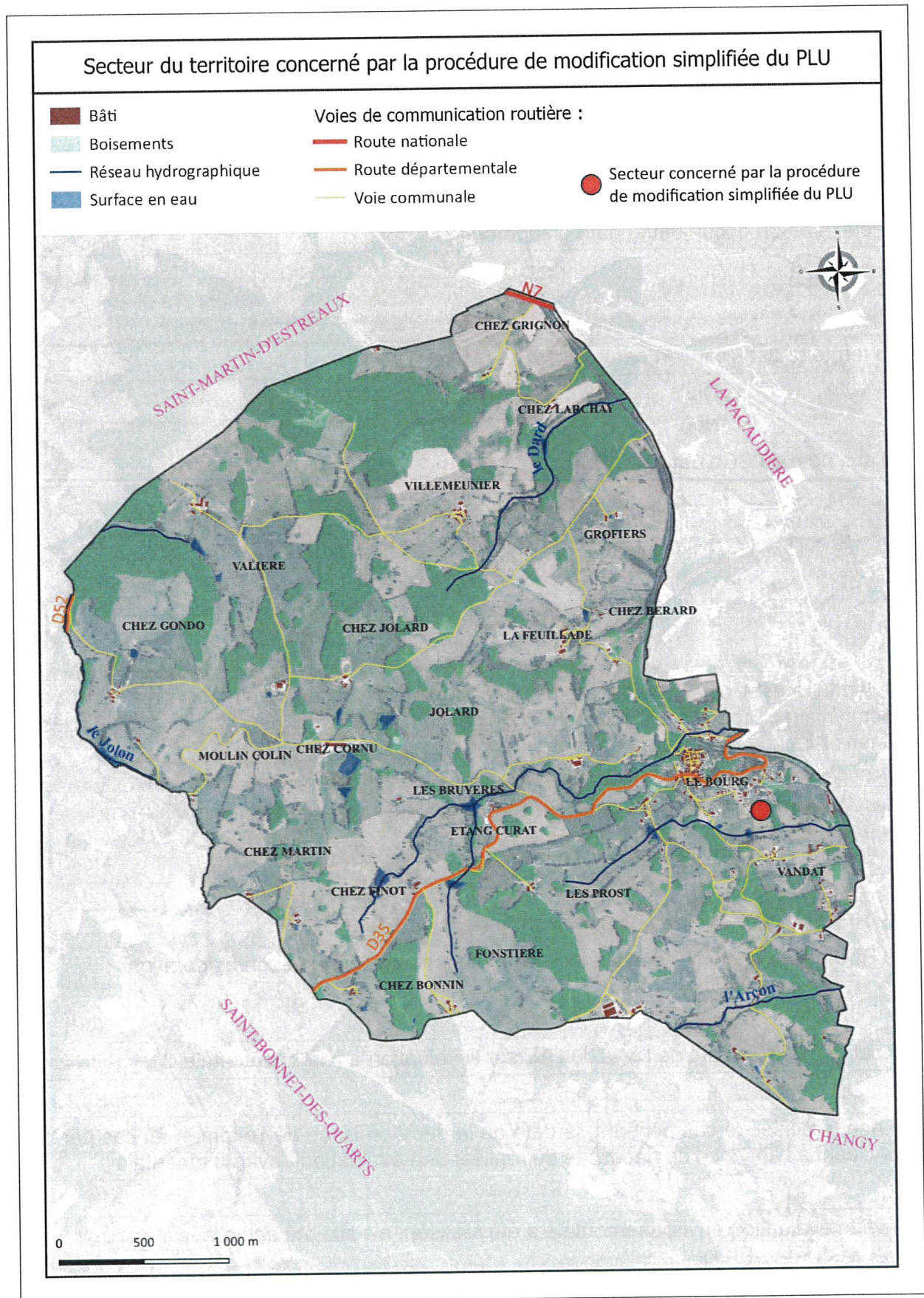
*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Le Crozet
SIRET/SIREN
879 569 713
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de Le Crozet Place Mario Meunier 42310 LE CROZET  Tel : 04 77 64 31 57 Mail : commune.le.crozet@wanadoo.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Monsieur Nicolas CHARGUEROS, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Madame GAY Anne, urbaniste chez REALITES Bureau d'Etudes
<b>Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)</b>
Bureau d'études REALITES 34 Rue Georges Plasse 42300 ROANNE  Portable :06 99 41 43 59 Tel : 04 77 67 83 06 Mail : urbanisme@realites-be.fr
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))</b>
PLU
<b>2.2 Intitulé du document</b>
Plan Local d'Urbanisme de la commune de Le Crozet
<b>2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document</b>
Approuvé le 6 juillet 2018. Modification simplifiée approuvée le 10/07/2018 Révision allégée approuvée le 10/09/2021 <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.8552809520000006&amp;lat=46.170200384999999&amp;zoo m=13&amp;mlon=3.855281&amp;mlat=46.170200">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.8552809520000006&amp;lat=46.170200384999999&amp;zoo m=13&amp;mlon=3.855281&amp;mlat=46.170200</a>
<b>2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU</b>
Le Crozet
<b>2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)</b>
La procédure de modification simplifiée n°1 du PLU porte sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La modification du zonage : la parcelle B 141, initialement classée en zone N est reclassée en secteur Npv ;</li> <li>- La modification de l'article N9 du règlement : l'emprise au sol ne sera pas règlementée pour les installations et constructions lorsqu'elles sont liées aux énergies renouvelables</li> </ul>





3. Contexte de la planification
<b>3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables</b>
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Roannais approuvé le 4 avril 2012. Modification en 2015 (pour adapter les dispositions en matière d'aménagement commercial) puis révision approuvée le 4 octobre 2017 pour intégrer les obligations des lois récentes, telles que la loi engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) ou la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR). Fusion avec le SCoT du Sornin depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2022. Le SCoT du Roannais reste toutefois applicable.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Loire Bretagne avec des orientations pour 2022-2027. Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ROANNAIS Agglomération pour la période 2020-2026 avec ambition TEPOS.
<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
-
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
-
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation



## Annexe II

-
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
-
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
-
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
-

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
<p>Modification simplifiée du PLU.</p> <p>La procédure de modification est encadrée par l'article L.153-36 du code de l'urbanisme : « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ».</p> <p>Ainsi, elle peut être utilisée à condition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ne pas changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;</li> <li>- Ne pas réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;</li> <li>- Ne pas réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.</li> </ul> <p>Il est précisé que cette procédure de modification ne permet pas de réduire des zones naturelles et agricoles et ne touche pas au projet communal concernant l'habitat.</p> <p>Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le maire lorsqu'il a pour effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;</li> <li>- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;</li> <li>- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.</li> </ul> <p>Dans les autres cas, la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée.</p> <p>Considérant l'objectif de la commune de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Reclasser une parcelle actuellement en zone naturelle, en secteur Npv, autorisant uniquement les constructions et installations nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque ;</li> <li>- Faire évoluer l'article 9 de la zone naturelle afin de préciser que la règle d'emprise au sol ne concerne pas les constructions et installations nécessaires à la production d'énergie photovoltaïque.</li> </ul> <p>La procédure peut donc être réalisée par le biais d'une modification simplifiée.</p>
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
<b>4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)</b>
Population municipale légale de Le Crozet en 2020 : 248 habitants.
<b>4.2.2 Caractéristiques spatiales</b>



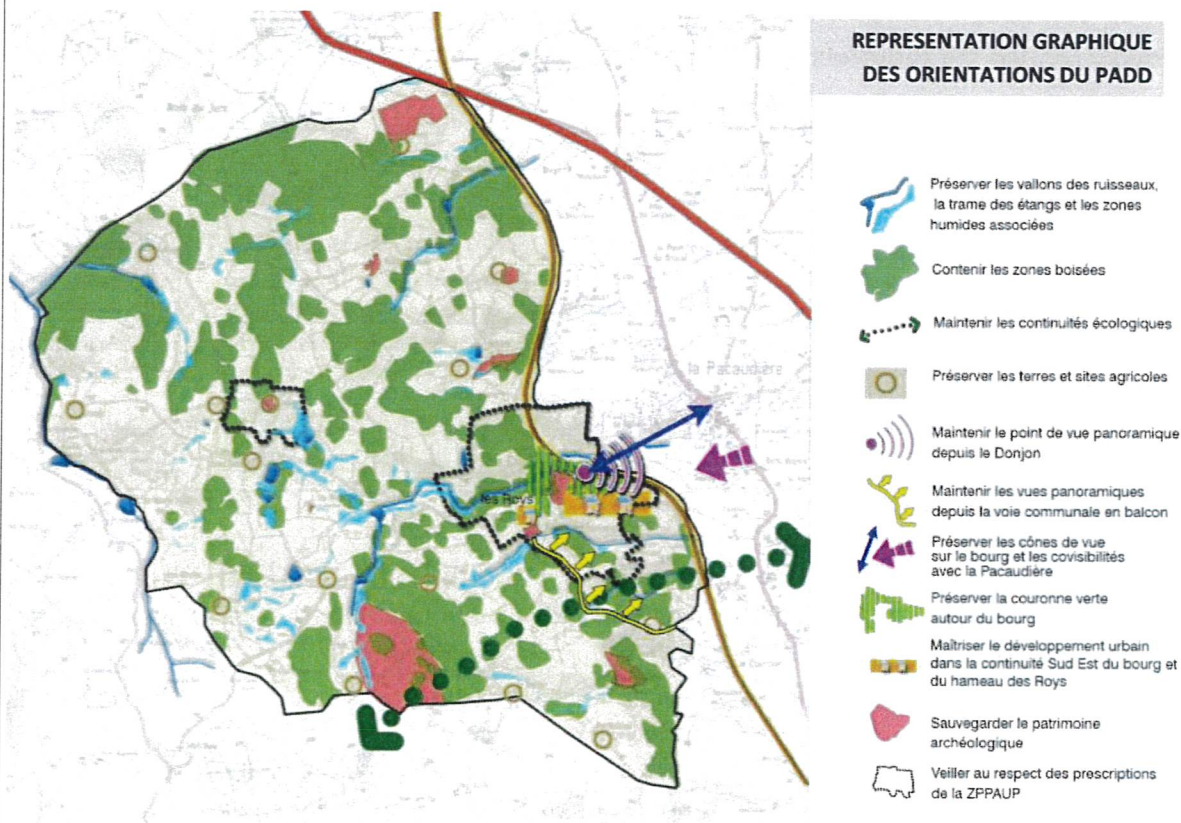
Superficie totale (en hectares)	Superficie de la commune de Le Crozet (sur SIG) : 1 345,87 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	7,45	0,55%	7,45	0,55%
zones 1 AU	0,91	0,07%	0,91	0,07%
zones 2 AU	-	-	-	-
zones A	899,19	66,81%	899,19	66,81%
zones N	438,31	32,57%	438,31	32,57%
Total	1 345,87	100%	1 345,87	100%

#### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD repose sur 3 grands objectifs prioritaires :

- Favoriser le renouvellement de la population
  - o Poursuivre la politique communale de réhabilitation du bâti existant et de mise sur le marché de logements locatifs
  - o Offrir un potentiel foncier correspondant à une production de 16 logements sur la période 2021-2030 et à raison d'une densité de 10 log/ha minimum
  - o Assurer la pérennité des services et équipements publics et en particulier l'école
  - o Valoriser la qualité du cadre de vie et la proximité du pôle relais de la Pacaudière (collège, zone commerciale...)
  - o Concourir au maintien des activités artisanales et agricoles et les emplois liés
  - o Favoriser l'accueil d'entreprises sur les zones d'activités proches de Le Crozet (ZA de la Planche Pierre, ZA de Picamot, la Noisette....)
- Optimiser le potentiel de développement touristique
  - o Poursuivre la valorisation du patrimoine bâti (sensibilisation de la population à la rénovation de leurs habitations et au respect des prescriptions de la ZPPAUP) et des espaces publics (traitement homogène de la voirie, mobilier urbain, espaces verts...)
  - o Poursuivre les actions en faveur du label « Village Fleuri »
  - o Favoriser le maintien d'un lieu de restauration : l'auberge
  - o Soutenir le développement des activités permettant une animation plus permanente du centre bourg (artisanat d'art, commerçant...) : mise à disposition de locaux
  - o Compléter l'offre d'hébergement touristique existante en développant l'offre de type chambres d'hôtes
  - o Soutenir les actions de promotion touristique et de valorisation du patrimoine mise en œuvre par le tissu associatif (visites guidées, musée, ...)
  - o Améliorer la gestion du stationnement, notamment résidentiel en centre bourg
  - o Préserver la silhouette du bourg (vue sur le donjon et l'église) depuis la plaine du roannais
  - o Inciter à l'amélioration de la signalétique touristique notamment depuis la RN7
  - o Maintenir et entretenir les sentiers de randonnées.
- Préserver les espaces naturels et agricoles et les paysages

- Maintenir la diversité de l'occupation des sols et les continuités écologiques :
  - Pérenniser l'activité agricole en assurant le développement des exploitations agricoles existantes
  - Protéger les milieux naturels sensibles tels que les zones humides : vallons des ruisseaux de la Jussienne et de Monvernay...
  - Contenir les zones boisées dans leurs limites actuelles afin de préserver des paysages ouverts
  - Préserver la trame des étangs
  - Encourager au maintien de la trame bocagère restante
- **Promouvoir les énergies renouvelables : projet de « ferme » solaire**
- Veiller au maintien des points de vue panoramiques sur la plaine du Roannais (notamment depuis le Donjon mais aussi depuis la VC communale entre les Roys et Chez Calon) et des cônes de vues sur le bourg en préservant la couronne verte autour du bourg
- Maîtriser le développement urbain futur de la commune principalement dans la continuité Sud-Est du bourg : ce secteur est le principal gisement pour une urbanisation qui ne serait pas contrainte par des co-visibilités avec le centre bourg historique et limiter la consommation foncière à 1.6 ha maximum pour les 10 prochaines années.



### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Le Crozet a été lancée par arrêté le 6 septembre 2023.

Elle a pour objectifs de :

- Reclasser une parcelle actuellement classée en zone N en secteur Npv ;



## Annexe II

- Faire évoluer le règlement de la zone naturelle pour permettre le projet (modification de l'article 9).

La modification simplifiée n°2 du PLU de Le Crozet entraine de revoir le PLU pour :

- Reprendre le zonage : reclassement de la parcelle B 141 en zone Npv ;
- Reprendre le règlement : modifier l'article 9 de la zone naturelle pour ne pas soumettre à limite d'emprise au sol les constructions et aménagements liés à l'énergie photovoltaïque.

Les autres pièces du PLU ne sont pas modifiées.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

-

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

-

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
-
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
La procédure de modification simplifiée du PLU reclasse une parcelle de 0,11 ha, initialement classée en zone naturelle, en secteur Npv (ayant vocation à accueillir des installations liées à la production d'énergies renouvelables).
<b>De manière globale, la superficie totale des zones agricoles et naturelles ne change pas</b> puisque la parcelle passe de N à Npv.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
-
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
-
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet



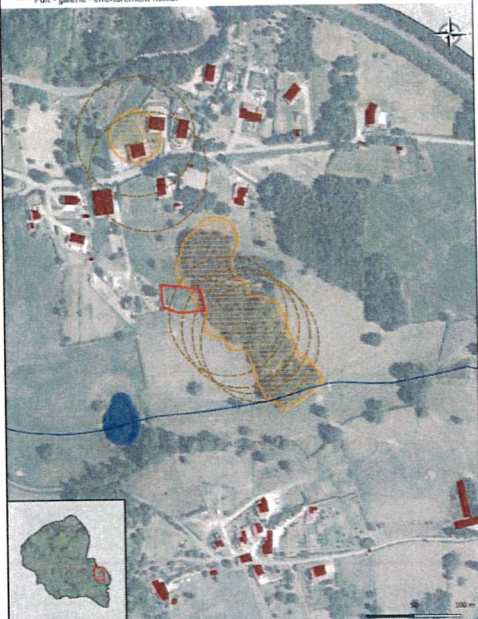
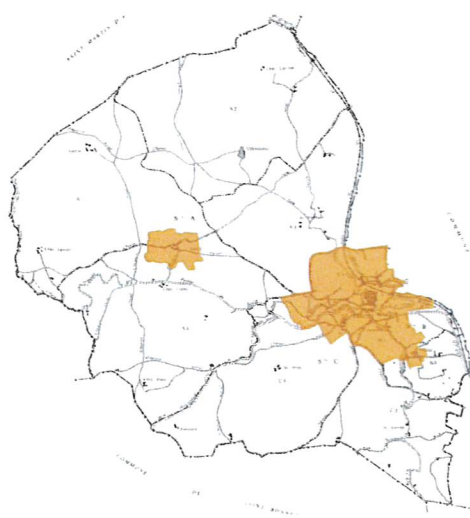
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
-
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
-
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
-
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
-

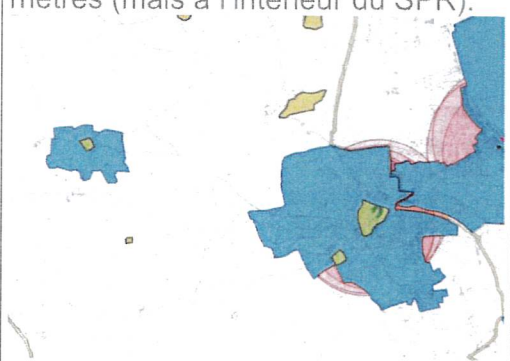
<b>5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure</b>			
<b>5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

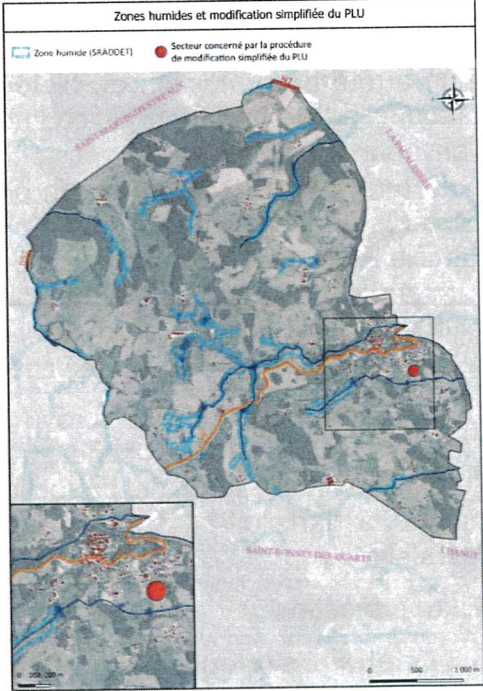
## Annexe II

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La commune n'est pas couverte par un Plan de Prévention des Risques miniers. Cependant elle a connaissance d'un risque minier qui a été identifié et qui a permis de supprimer une zone constructible. Pour valoriser les parcelles concernées par le risque, la commune a créé un secteur spécifique dédié à l'implantation d'énergies solaires.</p> <p>Le secteur Npv permet de valoriser des parcelles communales concernées par ce risque en développant un projet lié à la production d'énergies renouvelables. L'implantation du projet sera faite en prenant en compte les risques.</p>



		<p>Risques miniers et modification simplifiée du PLU</p> <p> <span style="border: 1px solid orange; display: inline-block; width: 10px; height: 10px;"></span> Zone d'alerte de risque minier         <span style="border: 1px solid red; display: inline-block; width: 10px; height: 10px;"></span> Parcelle concernée par la modification simplifiée du PLU       </p> <p>— Puit - galerie - effondrement minier</p> 
<p>Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine</p>	<p style="text-align: center;"> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> </p>	<p>Certains secteurs du territoire de Le Crozet sont concernés par un classement en site patrimoniale remarquable (1912050090) dont la délibération préfectorale de classement a été prise le 18/10/2004. La ZPPAUP couvre une petite partie du territoire de la commune.</p>  <p>Ce périmètre est divisé en 4 secteurs qui se distinguent par leurs caractéristiques propres, et donc par les prescriptions qui s'y appliquent.</p>

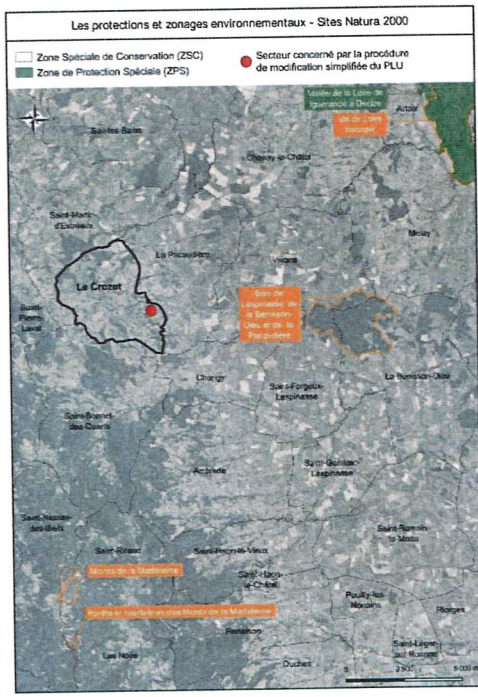
			La modification du zonage est située dans le secteur S3 de la ZPPAUP « secteur peu prégnants dans la perception du site », en limite du secteur.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Crozet est concerné par :</p> <p>Protection au titre des abords de monuments historiques (AC1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Donjon (restes) ;</li> <li>- Maison de Jean Papon ;</li> <li>- Maison à pans de bois du 16e siècle</li> <li>- Rempart   Ancienne porte</li> </ul> <p>Immeubles inscrits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rempart   Ancienne porte</li> <li>- Maison à pans de bois du 16e siècle</li> <li>- Donjon (restes)</li> </ul> <p>Immeuble classé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maison de Jean Papon</li> </ul> <p>Site classé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Donjon du Crozet et ses abords (partie classée)</li> </ul> <p>Le secteur concerné par la modification de zonage est situé à proximité des périmètres de 500 mètres (mais à l'intérieur du SPR).</p> 
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par la présence de zones humides repérées par l'inventaire départementale de La Loire.</p> <p>Cet inventaire, mené dans le cadre du SAGE Loire en Rhône-Alpes et du Schéma Départemental des Milieux</p>

		<p>Naturels, a été validé par la Commission Locale de l'Eau du SAGE en juillet 2015.</p> <p>Ainsi une dizaine de zones humides de plus de 1 ha représentent une superficie totale d'environ 60 hectares sont répartis sur la commune.</p>
		<p><b>Zones humides et modification simplifiée du PLU</b></p>  <p>Le PLU protège les secteurs humides en les classant en zone naturelle pour celles situées à proximité des cours d'eau et en zone agricole pour celles situées au sein de l'espace agricole et en réglementant les systèmes d'assainissements sur l'ensemble du territoire.</p> <p>La procédure de modification du PLU ne modifie pas ces dispositions.</p> <p>Le secteur concerné par la procédure de modification simplifiée du PLU ne se situe pas à proximité immédiate d'un secteur humide.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<p><input type="checkbox"/></p> <p>Le PLU intègre les orientations du SCOT concernant la trame verte et bleue.</p> <p>La procédure d'évolution du PLU ne modifie pas le zonage et les</p>

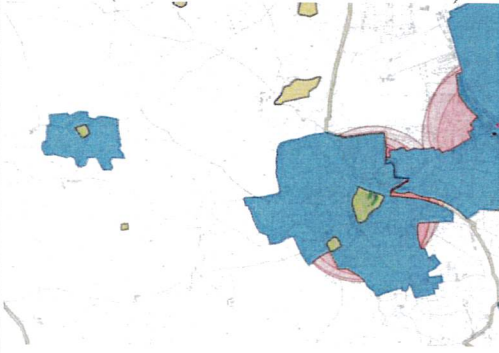
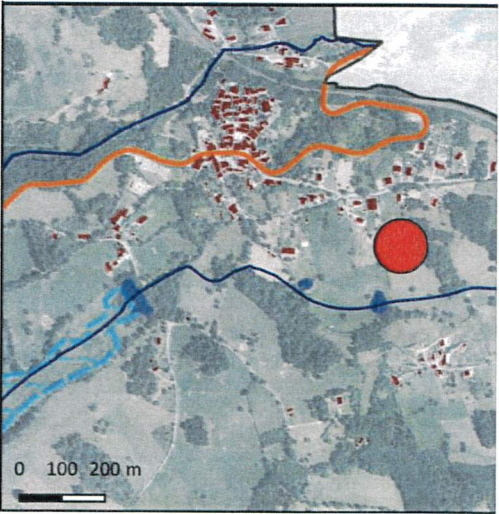
			prescriptions traduisant la prise en compte du SCoT du Roannais dans le PLU.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-



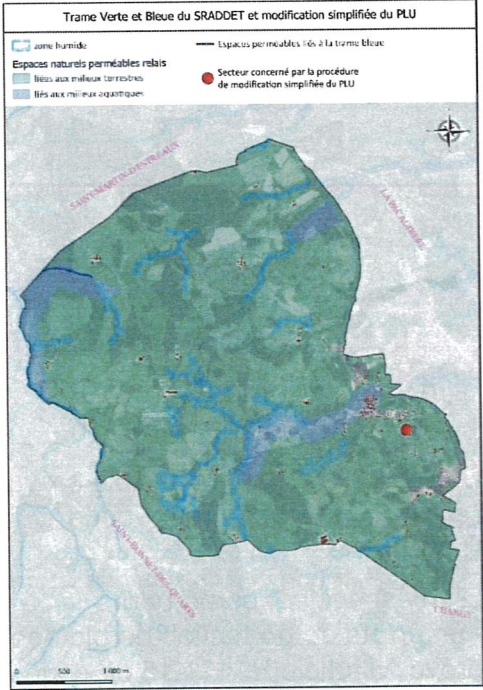
## Annexe II

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune n'est pas concernée par la présence d'un site Natura 2000 sur son territoire.</p> <p>Le site le plus proche se situe à 7 km du projet, sur la commune de Saint-Forgeux-Lespinasse.</p> 
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

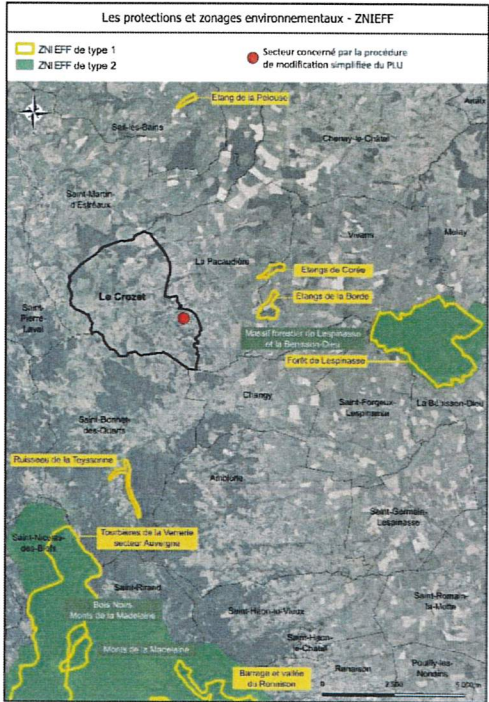
## Annexe II

réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement			
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La modification du zonage est située dans le secteur S3 de la ZPPAUP « secteur peu prégnants dans la perception du site », en limite du secteur.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur concerné par la modification de zonage est situé à proximité des périmètres de 500 mètres (mais à l'intérieur du SPR). 
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par la présence de zones humides repérées par l'inventaire départementale de La Loire. 

## Annexe II

			<p>La modification de zonage est située à plus de 600 mètres de la zone humide la plus proche.</p> <p>Le projet n'aura pas d'impact sur les zones humides identifiées.</p>
<p>D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La modification du zonage est située dans un espace perméable relais du SRADET.</p> <p>Le projet ne concerne qu'une surface minimale et n'imperméabilisera pas le secteur concerné.</p> 
<p>D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire de Le Crozet n'est pas concerné par la présence de ZNIEFF de type I ou II sur la commune.</p> <p>Les deux ZNIEFF de type I les plus proches sont situées sur la commune de La Pacaudière, à environ 3km du secteur, il s'agit de la ZNIEFF de type I « Etangs de la Borde » (Id national : 820032318) et de la ZNIEFF de type I « Etangs de Corée » (Id national : 820032329).</p> <p>La ZNIEFF de type II la plus proche est située, à environ 6,5 km, sur les communes de Noailly, La Bénisson-Dieu, Briennon, Mably, Saint-Forgeux-Lespinnasse, Vivans et</p>



			<p>Melay. Il s'agit du « Massif forestier de l'Espinasse et la Benisson-Dieu » (Id national : 820032337).</p> 
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-



l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme			
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
-			

<b>6. Auto-évaluation</b>
L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

<b>7. Autres procédures consultatives</b>
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
Le dossier de modification devrait être transmis aux Personnes Publiques Associées en janvier, après la réponse de la MRAE suite à la présente procédure de cas par cas.
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
-
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
-
- autre, préciser les modalités
En modification simplifiée, le dossier est mis à disposition du public en mairie pendant un mois.

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <i>rubrique 2.5</i> ).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <i>rubrique 6</i> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
<p>Annexe 1 : Rapport de présentation incluant la pré-évaluation, correspondant aux annexes 1 et 3 demandées</p> <p>Annexe 2 : Modifications de zonage avant-après, correspondant à l'annexe 2 demandée.</p> <p>Annexe 3 : Règlement provisoire, modifié</p>		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Le Crozet	le,	
Nom	CHARGUEROS	Prénom	Nicolas
Qualité	Maire		
Signature			
